

## CRNA-NORD

**Extension de la salle Simulation du bâtiment 1600 (R+1)  
Et  
Rénovation de la salle de Supervision du bâtiment 1609 (Rdc)**



9 rue Champagne – 91205 Athis-Mons

**PHASE DCE : CCTPO CLAUSES COMMUNES**



**101 bis avenue Eugène Delacroix - 91210 DRAVEIL**  
**Tél : 01.69.48.89.45 / [accueil@lbei.fr](mailto:accueil@lbei.fr) / [www.lbei.fr](http://www.lbei.fr)**

**JUILLET 2025**

## SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>GENERALITES.....</b>	<b>3</b>
1.1	PRESENTATION .....	3
1.2	INTERLOCUTEURS DU PROJET .....	3
1.3	ORGANISATION ET CROnTRAINTES DES TRAVAUX .....	3
1.4	LISTE DES LOTS.....	4
1.5	ORDONNANCE, DU PILOTAGE ET DE LA COORDINATION (OPC) .....	5
1.6	SYNTHESE TECHNIQUE .....	5
1.7	CONNAISSANCE DES DOCUMENTS ET SERVICES DIVERS.....	5
1.8	MARCHE FORFAITAIRE .....	6
1.9	MARCHE DES TRAVAUX .....	6
<b>2</b>	<b>CONCEPTION – INTERVENTION .....</b>	<b>8</b>
2.1	PLANS ET ETUDES COMPLEMENTAIRES D'EXECUTION.....	8
2.2	ERREURS OU OMISSIONS DANS LES DOCUMENTS REMIS PAR LES CONCEPTEURS ....	8
2.3	ECHAFAUDAGES - MONTAGES - STOCKAGES .....	9
2.4	PROTECTION DES OUVRAGES.....	9
2.5	SALISSURES DU DOMAINE EXTERIEUR / INTERIEUR .....	9
2.6	ETANCHEITE A L'AIR.....	9
2.7	RESPONSABILITE DE L'ENTREPRISE.....	10
2.8	QUALITE ET ORIGINE DES MATERIAUX .....	10
2.9	BREVETS.....	10
2.10	CONTACT AVEC LES SERVICES PUBLICS ET PRIVES .....	11
2.11	RESPONSABILITE DE L'EXECUTION .....	11
2.12	ESSAIS TECHNIQUES .....	11
2.13	GARANTIE DE L'ENTREPRISE .....	11
2.14	DOCUMENTATION GRAPHIQUE A FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR.....	12
2.15	DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES .....	12
2.16	DISPOSITIONS D'HYGIENE ET DE SECURITE .....	12
2.17	NETTOYAGE .....	13
<b>3</b>	<b>LIMITES DE PRESTATIONS .....</b>	<b>14</b>

## 1 GENERALITES

### 1.1 PRESENTATION

L'objectif de cette opération est de rénover les deux espaces suivants :

- Extension de la salle de simulation du bâtiment 1600, R+1. (TRANCHE FERME)
- Rénovation de la salle Supervision du bâtiment 1609, RDC. (TRANCHE OPTIONNELLE 01)

### 1.2 INTERLOCUTEURS DU PROJET

Maître d'ouvrage : DGAC/CRNA-NORD  
9 rue Champagne  
91205 Athis-Mons

Conduite d'opération : SNIA/SNIA-Nord/Pôle de Paris-Orly  
9 rue Champagne  
91205 Athis-Mons

Maitrise d'œuvre : Bureau d'études LBE INGENIERIE  
101bis rue Eugène Delacroix  
91210 Draveil

### 1.3 ORGANISATION ET CRONTRAINTES DES TRAVAUX

#### 1.3.1 Phasage des travaux

Les travaux seront réalisés dans des locaux occupés.

Le calendrier prévisionnel et le plan de phasage sont annexés au présent CCTP.

Pour le bâtiment 1600, bien qu'entièrement vide de ses occupants, et équipements, la salle de simulation se situe au cœur d'un bâtiment occupé.

Concernant le bâtiment 1609, sachant que l'activité de contrôle des systèmes opérationnels ne pourra être totalement arrêté, les travaux seront réalisés en 2 phases continues, correspondant à la moitié de la surface, l'activité de la DGAC étant concentré sur l'autre moitié de la salle.

Le calendrier détaillé d'exécution sera réalisé par la MOE pendant la période de préparation des travaux à partir des calendriers d'exécution fournis par les entreprises de chaque lot. Le document remis par l'entreprise devra prévoir toutes les dispositions qui s'avèreraient

nécessaires pour les travaux dans les locaux occupés, ainsi que la sécurité des occupants. Il précisera les délais d'intervention pour chaque zone spécifique suivant le phasage élaboré par la maîtrise d'Œuvre.

Les travaux seront réalisés par phases dans un site en cours d'exploitation, les notions de continuité de fonctionnement et de continuité d'exploitation sont des points stratégiques et cruciaux.

Les incidences relatives aux dispositions d'organisation rendues nécessaires pour garantir la continuité de l'exploitation sont comprises dans les prix de l'entrepreneur.

L'entreprise prévoira tous les déplacements, replis et adaptations des installations de chantier nécessaires pour adaptation au principe défini, à savoir le maintien de continuité de fonctionnement du site.

### **1.3.2 Accès au site**

L'accès aux zones travaux se fera suivant le plan d'installation chantier qui illustre les cheminements et prend en considération le niveau de sûreté requis.

**Attention : Comme précisé au CCAP, le niveau de sûreté est classé de niveau 2 pour le bâtiment 1600, et de niveau 3 pour le bâtiment 1609.**

### **1.3.3 Base vie**

L'entreprise devra prendre en compte le descriptif présent dans les articles 3-2.2 et 8-4.1 du CCAP, en prenant en compte la mise à disposition ;

- Des installations de chantiers du bâtiment 1604 (sanitaires, vestiaires et salle de restauration).
- Des sanitaires à proximité des chantiers.
- Des places de parking pour les véhicules et zone de stockage provisoire, à redéfinir lors de la préparation de chantier.

### **1.3.4 Gestion des interventions bruyantes**

Les travaux étant réalisés en site occupé, l'entreprise devra adapter les travaux bruyants en fonction des horaires des occupants. Les plages horaires seront toutefois à adapter en fonction des contraintes du maître d'ouvrage (après 18h).

### **1.3.5 Travaux en présence de matière dangereuse**

Les bâtiments ne contiennent pas de matières dangereuses nécessitant des précautions particulières (amiante, plomb ...)

## **1.4 LISTE DES LOTS**

La présente opération sera attribuée en plusieurs lots suivant la numérotation suivante :

- LOT 01 : Second œuvre et finitions
- LOT 02 : Génie électrique

Marché piloté par la MOA en coactivité sur ce projet :

- *Travaux de ventilation*
- *Travaux de faux-plancher*
- *Installations opérationnelles*

### **1.5 ORDONNANCE, du PILOTAGE et de la COORDINATION (OPC)**

LBE Ingénierie est le prestataire en charge de l'Ordonnancement, du Pilotage et de la Coordination (OPC).

LBE Ingénierie est de ce fait responsable du respect et du maintien des délais généraux et partiels du projet. Il lui incombe d'établir, de suivre et d'actualiser le planning détaillé des travaux, en étroite collaboration avec l'ensemble des corps de métier.

Pour assurer la fluidité des opérations et la bonne exécution des plannings, la présence aux réunions de chantier et de coordination, organisées par l'OPC, est impérative pour l'ensemble des entreprises intervenantes.

Toute absence non justifiée d'un représentant qualifié et habilité à prendre des décisions engageant l'entreprise, après convocation en bonne et due forme, pourra entraîner l'application de pénalités financières forfaitaires définies dans les clauses administratives et financières du présent CCTP.

Ces pénalités seront destinées à compenser les retards et désorganisations potentiels causés par ladite absence et le préjudice subi par le Maître d'Ouvrage.

### **1.6 SYNTHESE TECHNIQUE**

Pour le Lot 01, la synthèse des plans est essentielle pour garantir la cohérence et l'exactitude de toute la documentation graphique du projet.

Ce processus implique non seulement la réalisation des plans de recollement qui refléteront l'ouvrage tel que construit, mais aussi l'animation des réunions de synthèse régulières avec le Lot 02.

L'objectif est d'assurer une diffusion continue et efficace des plans mis à jour à toutes les parties prenantes, et ce, jusqu'à l'obtention de la validation finale de la Maîtrise d'Œuvre (MOE) et de la Maîtrise d'Ouvrage (MOA).

Cette démarche est cruciale pour la bonne exécution et la livraison conforme du projet.

### **1.7 CONNAISSANCE DES DOCUMENTS ET SERVICES DIVERS**

L'entrepreneur est réputé avoir, préalablement à la remise de son offre :

- Pris connaissance du C.C.A.P. (Cahier des Clauses Administratives Particulières).
- Contrôlé toutes les indications des documents, les plans et dessins, recueilli tous renseignements complémentaires jugés utiles auprès du Maître d'œuvre.

L'entrepreneur établira avant toute intervention sur le chantier le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé, conformément aux textes en vigueur et particulièrement :

- La Loi n° 93.1418 du 31 décembre 1993
- Décret n° 94.1159 du 26 décembre 1994
- Le Plan Général de Coordination établi par le Coordonnateur de la phase conception et qui sera joint dans les documents du marché de travaux

L'entrepreneur se référera à tous les règlements en vigueur concernant la Sécurité et Santé, il prévoira dans ses prix toutes les incidences réglementaires en particulier celles imposés dans le PGC.

Il devra assurer toutes les démarches nécessaires et prendre en compte les demandes du Coordonnateur et aux organismes accrédités.

Préalablement à tous travaux, il devra avoir effectué les démarches administratives nécessaires auprès des autorités compétentes, comme DICT, demande d'autorisation de grues, de moyen de levages...

## **1.8 MARCHE FORFAITAIRE**

En raison du caractère forfaitaire du marché, il est précisé que les propositions souscrites pour chaque lot tiendront compte de tous les travaux nécessaires tels qu'ils sont prévus aux diverses pièces du dossier, et assurer le complet achèvement des ouvrages et la parfaite finition dans l'esprit du CCTP.

## **1.9 MARCHE DES TRAVAUX**

L'entrepreneur doit apporter dans ses travaux, la plus grande diligence, suivre leur échelonnement et leur exécution, dans le délai prescrit au calendrier contractuel d'exécution par phases de travaux.

Il est tenu :

- d'une part, de maintenir en tout temps un nombre suffisant d'ouvriers et d'agents de maîtrise, sous sa conduite personnelle ou celle de son représentant.
- d'autre part, d'avoir toujours tous matériel, approvisionnement outillage, engins et moyens de toutes sortes, suffisants, de manière à assurer la marche régulière des démolitions et leur achèvement dans le délai prescrit.

Au cas où un retard est constaté dans la cadence d'exécution des travaux, le maître de l'ouvrage peut, sur proposition du maître d'œuvre, mettre en demeure l'entrepreneur :

- d'augmenter le nombre d'ouvriers employés par lui sur le chantier.
- d'augmenter le nombre ou la puissance des matériels employés.

## 2 CONCEPTION – INTERVENTION

### 2.1 PLANS ET ETUDES COMPLEMENTAIRES D'EXECUTION

L'ensemble de ces éléments sont précisés au chapitre 8-2 du CCAP.

Les études, quantitatifs, calculs et plans d'exécution nécessaires à l'exécution des ouvrages, devront être établis par un ingénieur qualifié indépendant ou faisant partie des Cadres de l'Entreprise après son agrément par les concepteurs. Ces plans calculs et études seront à la charge de l'entrepreneur qui en gardera l'entière responsabilité conjointement avec leur auteur.

D'une façon générale, tous les plans techniques que l'entrepreneur pourrait être appelé à établir, seront soumis à l'approbation des concepteurs et du Bureau de Contrôle avant tout début d'exécution.

Les plans transmis ne sont pas des plans relevés par un géomètre. Il appartient aux entreprises de s'assurer de la vérification des côtes fournies in situ.

### 2.2 ERREURS OU OMISSIONS DANS LES DOCUMENTS REMIS PAR LES CONCEPTEURS

Chaque entrepreneur vérifiera les cotes des plans et sera tenu de signaler en temps utile aux concepteurs et au Maître de l'Ouvrage, toute erreur ou omission qu'il pourrait y relever.

De même, s'il relève des erreurs, omissions ou anomalies dans les pièces écrites et graphiques (Devis Descriptifs en particulier) qui lui seront remises au moment de la consultation des entreprises, il lui est fait obligation d'en aviser les Concepteurs et le Maître de l'Ouvrage avant l'envoi de son offre. Passé ce délai, plus aucune réclamation ne sera recevable.

Il est bien précisé, que la clause de priorité prévue au cahier des clauses administratives générales, entre les plans et le C.C.T.P., n'a pas pour but d'annuler la confection d'un ouvrage quelconque, figurant sur l'une des pièces et non sur l'autre.

Ainsi l'entreprise doit signaler avant remise de son offre, toute omission ou non concordance entre les plans et le CCTP. Le CCTP et les plans se complètent et c'est l'ensemble des travaux prévus à la fois sur les plans et dans le CCTP qui doit être réalisé.

En conséquence, les soumissionnaires devront :

- Se rendre sur place
- Étudier et établir les détails d'exécution



- Combler, s'ils s'en trouvent, toutes les lacunes qui pourraient apparaître au cours de leur étude et de les signaler au Maître d'œuvre.

En cours d'exécution, aucune cote ne sera prise à l'échelle sur les plans et l'entrepreneur aura à sa charge de s'assurer sur place avant toute fabrication et mise en œuvre, de la possibilité de respecter les cotes et indications diverses mentionnées sur les plans.

L'entrepreneur ne prendra jamais l'initiative de modifier quoi que ce soit au projet, mais il devra signaler au Maître de l'Ouvrage, toutes les améliorations qu'il estimerait utile d'y apporter.

Avant toute exécution, il complètera son information auprès des concepteurs ou du Maître de l'Ouvrage sur tout ce qui lui semblerait incomplet ou douteux.

### **2.3 ECHAFAUDAGES - MONTAGES - STOCKAGES**

Chaque entrepreneur doit tous les échafaudages nécessaires à l'exécution des travaux, objet de ses prestations, pour leur location, pose, dépose et double transport.

Chaque entrepreneur fait son affaire personnelle de toutes les manutentions de ses matériaux et fournitures. Spécifications liées au stockage précisées §8-4.2 du CCAP.

Chaque entrepreneur assure, à ses frais et sous sa responsabilité, du stockage de ses matériaux et fournitures avant leur mise en service.

### **2.4 PROTECTION DES OUVRAGES**

Pendant la durée des travaux, l'Entrepreneur est tenu de protéger ses installations ainsi que toutes les installations existantes concernées par ses zones d'intervention. Spécifications liées à la protection des ouvrages précisées §8-4.5 du CCAP.

Il sera responsable en cas de casse, épaufrure, salissure et de tout dégât causé.

### **2.5 SALISSURES DU DOMAINE EXTERIEUR / INTERIEUR**

Pendant toute la durée des travaux, les voies, trottoirs, etc., extérieurs au bâtiment devront toujours être maintenus en parfait état de propreté, y compris à l'intérieur du site, les espaces verts attenants au bâtiment.

En cas de non-respect de cette obligation, l'entrepreneur sera seul responsable des conséquences.

### **2.6 ETANCHEITE A L'AIR**

Tous les percements nécessaires aux travaux devront être traités de manière à rendre le plus étanche possible les traversés de parois. Chaque percement devra être muni d'une garniture du fourreau de protection du conduit de type feutre bitumineux ou bande de mousse résiliente. Des joints mastiqués assureront l'étanchéité parfaite du côté intérieur et du côté extérieur.

L'ensemble des prises électriques et des interrupteurs seront positionnés sur perches ou incorporés dans les cloisons de distribution.

Le passage de réseaux, câbles et la mise en place de prises de courant ou d'interrupteurs dans les doublages des murs périphériques est à proscrire.

Prévoir des boîtiers étanches pour limiter les fuites.

## **2.7 RESPONSABILITE DE L'ENTREPRISE**

L'acceptation par le Maître de l'Ouvrage du projet présenté ainsi que tous calculs, dessins, graphiques et courbes s'y rattachant, ne diminue en rien la responsabilité de l'entreprise.

Il appartient à cette dernière d'établir son étude pour que les prix unitaires et le prix global qu'il indique, soient calculés en tenant compte des dispositifs, diamètres de canalisations, caractéristiques du matériel, des difficultés d'exécution et impératifs du Maître d'Ouvrage.

En toute circonstance, l'entrepreneur demeure seul responsable de tout dommage ou accident causé à des tiers, lors ou par suite de l'exécution des travaux résultants, soit de son propre fait ou de son personnel.

L'entreprise se doit de vérifier le dimensionnement des installations, les diamètres et les quantités indiquées sur les plans et le DPGF.

## **2.8 QUALITE ET ORIGINE DES MATERIAUX**

L'Entrepreneur sera tenu de fournir, pour l'exécution de ses travaux, du matériel de première qualité portant la marque nationale de conformité aux normes NF.

En l'absence de marques citées au présent descriptif, la qualité du matériel proposé doit être garantie par la présentation d'un certificat de conformité, délivré par un organisme habilité à cet effet.

Pour le matériel spécifique, l'entrepreneur fournit un échantillonnage ainsi qu'une documentation complète accompagnée des caractéristiques techniques des procès-verbaux d'essais en usine et des avis techniques (CSTB).

## **2.9 BREVETS**

L'entrepreneur garantit qu'il a la propriété des systèmes ou procédés ou objets qu'il emploie et à défaut, s'engage auprès du Maître d'Ouvrage à acquérir toutes les licences nécessaires relatives aux brevets qui les couvrent.

#### **2.10 CONTACT AVEC LES SERVICES PUBLICS ET PRIVES**

L'entrepreneur est chargé d'établir à ses frais tous les contacts avec les Services Publics et Privés, afin d'effectuer une parfaite réalisation des travaux.

Ces démarches s'effectueront sous le contrôle et en accord du Maître d'œuvre.

#### **2.11 RESPONSABILITE DE L'EXECUTION**

L'entrepreneur désigne, dès la passation du marché, un responsable de l'exécution qui doit être l'unique interlocuteur face aux représentants du Maître d'œuvre.

Cette personne doit avoir toutes les compétences requises pour répondre à toutes les questions concernant les installations et, ceci, pendant la DUREE INTEGRALE d'étude et d'exécution des travaux.

#### **2.12 ESSAIS TECHNIQUES**

Les spécifications liées aux essais à réaliser sont précisées au §9-1.2 du CCAP.

L'Entrepreneur mettra à la disposition du Maître d'Œuvre et du Bureau de Contrôle le personnel, le matériel et les échantillons nécessaires à l'exécution des essais techniques, et ceci autant de fois que nécessaire.

L'Entrepreneur doit assurer, pendant l'exécution des travaux, l'autocontrôle de ses prestations et répondre à toute demande du contrôleur technique visant à la vérification de ses prestations. Au titre de l'autocontrôle, l'Entrepreneur devra remettre au contrôleur technique la liste et les résultats des tests, contrôles et vérifications réalisés en usine ou en atelier.

#### **2.13 GARANTIE DE L'ENTREPRISE**

Le délai de garantie de l'entreprise du parfait achèvement est fixé à 1 an.

Les spécifications liées à la garantie sont précisées dans la GBF, précisée §9-7 du CCAP.

Pendant cette période, l'entreprise aura à sa charge le maintien en bon état des installations par le remplacement à ses frais (pièces, main-d'œuvre, transport) de toutes les parties de l'installation qui viendraient à tomber hors d'usage.

Les matériaux consommables ne sont pas couverts par cette garantie et resteront à la charge du Client.

Les opérations d'entretien courant ne sont pas à la charge de l'entreprise.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de procéder, pendant la période de garantie à toute nouvelle série d'essais qu'il juge utile et nécessaire après avoir averti l'entreprise en temps utile.

Durant cette période, l'entreprise est tenue de remédier à tout désordre nouveau y compris dans les menus travaux. Elle doit procéder à ses frais (pièces et main-d'œuvre) au remplacement de tout élément défectueux des installations.

L'entreprise dispose d'un délai de 15 jours sauf accord contraire avec le Maître de l'ouvrage, pour remédier aux désordres dès notification de ceux-ci ; passé ce délai, le Maître de l'ouvrage peut faire exécuter ces travaux aux frais, risques et périls de l'entrepreneur défaillant.

Toutefois, cette garantie ne couvre pas :

- Les travaux d'entretien normaux ainsi que les matières consommables,
- Les réparations qui sont les conséquences d'un abus d'usage,
- Les dommages causés par les tiers.

#### **2.14 DOCUMENTATION GRAPHIQUE A FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR**

Voir §8-2 du CCAP (exigences sur le contenu et le nombre de copie développer dans cet article).

#### **2.15 DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES**

Les spécifications liées à ce chapitre sont précisées au §9-5 du CCAP.

Afin de permettre aux concepteurs de collationner le dossier des ouvrages exécutés, les entreprises fourniront tous les documents définitifs concernant les adaptations de projet d'exécution, ainsi que toutes les notices, modes d'emploi etc. concernant les matériels utilisés, et ce, 15 jours avant la date prévisionnelle de réception.

Le DOE devra être constitué pour la réception.

#### **2.16 DISPOSITIONS D'HYGIENE ET DE SECURITE**

Les spécifications liées à ce chapitre sont précisées au §8-4.3 du CCAP.

Chacun des entrepreneurs chargés de la réalisation des travaux doit se conformer parfaitement à l'ensemble des dispositions prévues par le Code du Travail et par la réglementation en vigueur à la date d'exécution des travaux ; l'application des dites dispositions relevant totalement de la responsabilité de l'entrepreneur.

L'entreprise adjudicataire devra impérativement déclarer l'identité de toutes personnes travaillant sur le chantier. Tous les personnels de l'entreprise recevront un badge.

## **2.17 NETTOYAGE**

Les spécifications liées à ce chapitre sont précisées au §8-4.4 du CCAP.

L'entreprise aura à sa charge l'évacuation de tous les déchets tels que matériaux, matériels et gravois ainsi que le nettoyage de l'ensemble de la zone de travaux.

Le nettoyage du chantier devra être réalisé quotidiennement pendant la phase des travaux.

Un nettoyage complet du bâtiment sera nécessaire avant la réception des travaux.

### 3 LIMITES DE PRESTATIONS

Le tableau exhaustif des limites des prestations ci-dessous permet de déterminer les prestations incombant au titulaire de chaque lot.

Pour l'étude et la détermination de leurs prestations, les titulaires devront **prendre connaissance de toutes les pièces du dossier**. Ils ne pourront en aucun cas, ni à aucun moment, faire état de ne pas les avoir consultées et de les ignorer pour éluder leurs obligations en matière de prestations et de liaisons avec les autres corps d'état.

Ils devront réaliser leurs ouvrages en parfaite coordination avec tous les autres titulaires de la présente. Chacun devra prendre contact avec ces derniers afin :

- De se faire préciser les données nécessaires quant aux ouvrages des autres corps d'état susceptibles d'interférer dans la conception et l'exécution de ses propres ouvrages ;
- D'arrêter avec eux, dans le détail, les dispositions communes à adopter pour la réalisation de leurs ouvrages respectifs.

En aucun cas, ils ne pourront se soustraire à ces obligations et réclamer le paiement de travaux supplémentaires au moment de l'exécution de ses ouvrages. Ils doivent prévoir dans leur étude toutes les sujétions d'exécution entraînées en cours de réalisation par l'incorporation des éléments des différents corps d'état, étant entendu que ces sujétions seront incluses dans l'offre qu'ils remettront.

Les titulaires auront à charge d'associer leurs prestations à celles des autres corps d'état.

Les titulaires devront prévoir à leur charge tous les travaux nécessaires à une parfaite exécution de l'ensemble des ouvrages.

Le tableau ci-dessous est donné à titre informatif, les titulaires sont tenus de s'assurer de la bonne prise en compte des toutes les interfaces au moment de la réponse à l'appel d'offres et de faire remonter tout manquement et d'en tenir compte dans le chiffrage des prestations

N° de lot	Intitulé de la prestation	TRANCHE	Contenu de la prestation
<b>Installations de chantier</b>			
1	Installations de chantier générales	TF + TO1	Le lot 1 aura à sa charge les installations de chantier générales, à mettre en œuvre pour l'intervention des lots 1 & 2.
2	Raccordement des installations de chantier électriques	TF + TO1	Le lot 2 aura à sa charge les installations de chantier électriques (éclairage, alimentation, etc)
2	Consignations électriques	TF + TO1	Prévu par la Maitrise d'Ouvrage.
<b>Déposes</b>			
1	Dépose des cloisons, faux plafond.	TF + TO1	Le lot 1 aura à sa charge la dépose des cloisons, et faux plafonds non conservés.
1	Dépose aérauliques	TF	Le lot 2 aura à sa charge la dépose de tous les équipements aérauliques non conservés
2	Déposes des équipements techniques électriques	TF + TO1	Le lot 2 aura à sa charge la dépose de tous les équipements techniques électriques non conservés : luminaires, prises de courant, prises téléphoniques, câbles, goulottes et autres terminaux.
<b>Plafond</b>			
1	Plafond fixe et dalles de faux-plafond	TF + TO1	Le lot 1 aura à sa charge :  La pose d'un plafond fixe et de dalles de faux-plafond démontables La réalisation des différentes jouées et cornières pour installer les rubans leds prévues au lot 02.
2	Eclairage, appareillages, SSI	TF + TO1	Le lot 2 aura à sa charge :  La pose des équipements d'éclairages, de commande, et d'incendie. La mise en œuvre des grilles de reprises
<b>Peinture</b>			
1	Peinture des appareillages électriques	TF + TO1	Le lot 1 aura à sa charge la peinture après l'encastrement des appareillages électriques (par le lot 2)

Réseaux aérauliques de la salle B154 SIMU			
Entreprise extérieure	Réseaux aérauliques	SO	<p>Hors mission (entreprise externe) :</p> <p>Mise en œuvre d'une nouvelle CTA</p> <p>Remplacement des gaines aérauliques extérieures</p> <p>Conservation des gaines de soufflages intérieures disposée dans la gaine technique Nord-Ouest</p> <p>Mise en œuvre des grilles de soufflage dans le faux-plancher</p>
2	Réseau aérauliques	TF	<p>Le lot 02 aura à sa charge :</p> <p>Aucune action sur les réseaux de soufflages</p> <p>Modification des réseaux de reprise</p> <p>Mise en œuvre des grilles de reprise dans le faux-plafond</p>
Stores screens			
1	Store	TF	<p>Le lot 01 aura à sa charge :</p> <p>Mise en œuvre de l'équipement complet et de la commande associée</p> <p>Raccordement depuis attente électrique prévue par le lot 02</p>
2	Store	TF	Le lot 2 aura à sa charge la mise à disposition des différentes attentes électriques
Nettoyage chantier			
1	Nettoyage chantier	TF + TO1	Le lot 1 aura à sa charge le nettoyage de chantier journalière, et hebdomadaire de la base vie et sanitaires.